

LE POUVOIR CLIENTÉLISTE LOCAL UNE COMPARAISON MEXICAINE L'INTÉGRATION SOCIALE PAR L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE DE LA DROGUE

Le clientélisme est un mode culturel et politique d'accaparement, de redistribution et d'accroissement des richesses et des pouvoirs. Par son côté sélectif et autoritaire, il privilégie le régime d'échange de faveurs plutôt que le principe d'égalité devant la Loi. Ce faisant, les systèmes politiques traditionnels basés sur la pratique du clientélisme sont confrontés au problème de la compatibilité entre la culture politique dominante et la construction d'un État de droit. Actuellement, de nombreux États du Sud sont soumis aux politiques d'ajustement structurel et à la modernisation "forcée" de leurs économies ; la diminution des ressources de l'État qui en résulte provoque un accroissement des marges d'exclusion car les mécanismes traditionnels de la redistribution clientélaire sont "grippés". Il s'ensuit la formation de sociétés parallèles fondées sur des économies souterraines et qui s'organisent à partir des anciennes pratiques clientélistes réinterprétées, caractérisées par le recours à la violence, les possibilités de corruption par la marge (alors qu'auparavant la corruption était intégrée au système) qui constituent autant d'effets pervers nécessaires à la reprise de la croissance économique et remettent en question l'orientation démocratique affichée des systèmes politiques (justice fiscale, respect du vote, multipartisme, transparence des décisions, politiques sociales dites "de solidarité" ...).

Les acteurs de l'économie souterraine de la drogue, par exemple, n'ont pas inventé la corruption ; cette dernière était plutôt une composante essentielle de la reproduction du pouvoir traditionnel et de la redistribution clientéliste des bénéfices d'une économie traditionnelle de rente – basée elle-même sur l'alliance entre les représentants de l'État et les entrepreneurs privés ou contrôlant les groupes publics et para-publics. Malgré tout, l'irruption de nouveaux acteurs a changé les rapports d'alliance classiques, insufflant une nouvelle dynamique à un système épuisé par le tarissement des rentes traditionnelles, la diminution des ressources de l'État provoquée par l'application des politiques d'ajustement structurel et la baisse des ressources accordées naguère à la redistribution clientéliste – certes inégalitaire, mais suffisamment étendue pour assurer la légitimité et donc la reproduction des pouvoirs établis. Dès lors, l'économie souter-

raïne de la drogue a provoqué une réorganisation des pouvoirs locaux, un redéploiement des institutions judiciaire, militaire et policière, un apport de capitaux frais destinés à des entreprises affaiblies par la concurrence étrangère, et le "recadrage" d'un État suffisamment fort politiquement pour intégrer ces activités illicites si lucratives et en tirer profit socialement et économiquement.

Jusqu'où peut aller cette récupération par l'État de l'économie illicite, quelles en sont les limites, et quels sont les changements qui seront provoqués en matière de recomposition des rapports sociaux et de domination ? La même "logique d'obligation inégalitaire" qui fonde l'économie traditionnelle de rente sous-tend actuellement la redistribution des bénéfices de la drogue. Cette logique, d'un côté comme de l'autre, pose le problème du devenir de l'État de droit face à la constitution d'une société duale de plus en plus accentuée ; le problème est ainsi posé de l'avenir d'une démocratie réelle basée sur la citoyenneté civile, politique et sociale face à une démocratie formelle représentative et monopolisée par des partis qui reproduisent les mêmes formes clientélistes d'exercice du pouvoir.

Que ce soit au Brésil ou au Mexique – comme dans la plupart des pays du Sud et maintenant de l'Est (1) –, la reproduction du pouvoir au Mexique se fonde, structurellement, sur la corruption, l'usage de la violence et le clientélisme institutionnalisés. Une telle pratique politique tend à valoriser une forme de régulation sociale par la privatisation commerciale de la fonction publique ; dans ces conditions, bénéficiaire d'un service public ou même d'un droit devient une faveur qui est accordée contre une allégeance ou une rétribution personnalisée : ainsi se forment les clientèles, les hiérarchies et les pouvoirs qui s'organisent selon les mêmes principes depuis le cacique local jusqu'au président de la République. Du sommet de l'État à la base de la société, le contrôle des hommes et des richesses est donc lié à des formes de domination privées – où la puissance publique sert de moyen de pression – et hors la loi – cette dernière permettant de fixer un prix pour sa dérogation ou sa transgression par les acteurs qui en contrôlent l'application.

Les acteurs qui contrôlent un noeud de pouvoir institutionnel déterminent donc la nature et la forme de la corruption déléguée aux caciques locaux. Celle-ci devient une source d'enrichissement des autres acteurs qui en assurent le relais, en même temps que la condition de formation de clientèles alimentées par la redistribution. La corruption permet donc de redistribuer à la fois du pouvoir et des biens matériels. Le centralisme bureaucratique qui caractérise le système politique mexicain fonctionne comme une organisation qui tolère la corruption sur le plan politique, et laisse les entrepreneurs négocier leurs affaires à l'intérieur d'un capitalisme sauvage concédé (par l'État et les syndicats), autorégulé (par une concurrence interne ou internationale) et lui-même redistributif de moyens de survie pour une grande partie de la population.

DE L'INFORMEL AU SOUTERRAIN

Dans un contexte de crise économique et de mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel, le tarissement des moyens de redistribution des richesses est susceptible de remettre en cause l'ensemble du système de

(1) Cf. D. DE KOCHKO & A. DATSKEVTCH 1994, *L'empire de la drogue : la Russie et ses marchés*, Paris, Hachette/Pluriel, série Intervention.

régulation (politique, sociale et économique), à commencer par la légitimité des agents de l'État qui seront accusés de ne plus remplir leur rôle de pourvoyeurs des moyens de subsistance pour la majorité de la population. Le contrat social implicite qui fondait le clientélisme risque donc d'être remis en question, libérant du même coup certains groupes de la population qui peuvent être tentés de trouver d'autres ressources, en nouant d'autres alliances clientélistes, à la marge du système.

Or, ces dernières années, au Mexique, sous la pression des politiques libérales, le transfert de rente en direction des réseaux clientélistes traditionnels (organisations de base, caciques, syndicats) s'est considérablement tari ; les ressources de l'État ont été canalisées pour favoriser, d'une manière captive, l'alliance - traditionnelle, certes, mais qui auparavant n'était pas exclusive - entre l'État et les entrepreneurs. Les projets d'aide au développement local sont ainsi devenus très sélectifs, la gestion politique de l'espace (consistant à intervenir là où apparaissent des signes inquiétants de perte de légitimité, dans un but de soutien électoral au parti dominant) se substituant progressivement à la planification sociale et économique (elle-même totalement défailante dans le passé, en ce qu'elle n'est jamais parvenue à la moindre réduction des inégalités tant sociales que spatiales). Il en est résulté une marginalisation croissante des réseaux clientélistes traditionnels, génératrice d'une recomposition des alliances à la base ; désormais, l'entente commerciale entre les caciques traditionnels et les mafias locales devenait possible, libérant ainsi une violence potentiellement "débridée" et incontrôlable par le pouvoir central.

Il devenait dès lors évident que le développement d'une économie souterraine favorisant l'émergence de sociétés parallèles hors de la légalité pouvait remettre en question l'intégration sociale et politique, ainsi que la pacification des rapports sociaux, dans un contexte où la violence n'était plus le monopole des agents liés au pouvoir, mais tendait à se généraliser dans l'ensemble des couches sociales. Cependant, les liens qui unissent les marges au centre ne sont pas nouveaux ; ils constituent même un facteur d'intégration au système, devant pallier les insuffisances de celui-ci ; en plus de réduire les coûts sociaux, ces liens permettent de diminuer également les coûts financiers (2). Telle est la raison pour laquelle existe un laisser-faire en ce domaine, afin de rendre possible la transgression des lois et le contournement des législations du travail ; la tolérance de l'administration s'obtient par le commerce de la corruption, et les rentes acquises peuvent ainsi proliférer à la marge de la légalité. Il en résulte donc une imbrication "légitime" et fonctionnelle des secteurs officiels et illégaux ainsi qu'une institutionnalisation des rapports qui les fondent.

(2) Ainsi en est-il, par exemple, de l'économie dite "informelle", qui est en réalité le complément indispensable de l'économie officielle protégée : l'informel (des petites ou moyennes entreprises) comme face cachée du formel (des grands groupes industriels). Si, selon la théorie libérale sectorialiste, le "secteur informel" constitue un remède à la crise, il implique également un mode particulier de répartition des richesses ; dans cette logique, l'État doit donc laisser faire le "secteur informel" car celui-ci participe à l'intégration sociale en incluant les exclus du système à travers des rapports capitalistes de type paternaliste ; une telle tolérance se trouve justifiée par la nécessité de pacification des rapports sociaux. En fait, plus que d'assurer la survie des travailleurs concernés en leur permettant de résoudre le problème du sous-emploi, il s'agit surtout de faciliter l'adaptation du secteur formel aux fluctuations du marché ou aux réglementations qui encadrent celui-ci, et de produire ainsi une richesse qui garantit, par la flexibilité sur les marges, la reproduction du système politique, social et économique (et notamment la reproduction de l'appareil industriel et financier).

Si, dans le passé, la connivence entre les représentants du pouvoir administratif, les entrepreneurs officiels et les agents de l'informel a permis – malgré de fortes inégalités de conditions de vie, de travail et de salaires – de pallier les conditions de survie des groupes sociaux les plus déshérités, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui la conjugaison de l'ouverture des frontières, de la concurrence des produits importés et des économies imposées au secteur public constitue une limite au système traditionnel de redistribution qui était fondé sur la rente, le clientélisme et la corruption. Le secteur dit "informel" existe toujours, mais le nombre important de faillites dans la micro-industrie et dans l'agriculture atteste l'incapacité du système traditionnel à permettre encore l'intégration et l'adhésion de l'ensemble des couches de la population. C'est pourquoi l'économie souterraine illégale tend à se substituer au traditionnel secteur "informel", comme recours de survie pour les désœuvrés du système productif, source d'enrichissement pour la minorité qui la contrôle ou la tolère, et comme activité qui permet d'amortir la crise. Rente, clientélisme, violence et corruption constituent toujours les caractéristiques dynamiques de cette nouvelle activité ; cependant, alors que le traditionnel secteur "informel" opérait à la marge intérieure du système, l'économie souterraine se développe aux marges extérieures du système.

LA STRATÉGIE DE "LA TENSION CONTRÔLÉE"

Il n'en demeure pas moins que la marge est toujours en rapport avec le système et que certains "débordements" en direction du centre paraissent inévitables, pour plusieurs raisons :

- tout d'abord, *le besoin de légitimation* et la délivrance de faveurs et de protections de la part des entrepreneurs du souterrain à l'attention de leurs clientèles sociales "utilitaires" : les paysans qui cultivent la drogue, les trafiquants qui la passent au-delà de la frontière..., bref, les sous-traitants des trafics en tous genres ;

- ensuite, *la nécessité de corruption des autorités légales* afin que celles-ci tolèrent cette activité illicite en échange d'une participation aux bénéfices ;

- puis, *l'affirmation de l'autorité par l'usage de la violence* dirigée contre les représentants du système légal qui veulent limiter l'essor des entreprises souterraines ou deviennent trop gourmands ;

- enfin, *l'appétit de consommation et le besoin de reconnaissance sociale* qui poussent les patrons de ces entreprises illégales à rechercher l'honorabilité par le train de vie qu'ils mènent et les investissements qu'ils sont amenés à effectuer dans des branches légales pour blanchir leurs bénéfices illicites.

Les stratégies adoptées par les autorités officielles oscillent alors entre deux choix : d'une part, *laisser faire* cette activité qui permet de recomposer le paysage social en évitant que les exclus du système ne transforment leur mécontentement en contestation politique – ou sociale, par l'expression d'une délinquance d'envergure – du système ; d'autre part, engager éventuellement *une lutte frontale* pourra être engagée contre certains responsables de ces activités illégales dont l'essor aura trop tendance à déborder sur le système, soit en l'envahissant localement, soit en le décrédibilisant sur le plan international.

En fait, le pragmatisme dicte les choix en matière de stratégies adoptées par les représentants de l'État, qui jouent sur deux niveaux simultanément : on tolère à condition de contrôler, c'est-à-dire de participer aux bénéfices financiers (au Mexique, principalement à travers la corruption), et sociaux (en préservant une relative paix sociale) ; et d'un autre côté, on réprime lorsque les débordements engendrent des tensions sociales qui peuvent se traduire, dans les relations internationales, lors des élections ou à l'occasion de manifestations publiques répétées, par une contestation politique du pouvoir établi. La répression s'effectue donc de manière sélective et ponctuelle.

Dans ce contexte, les narcotrafiquants tirent eux-mêmes leur pouvoir de leur capacité à utiliser différents moyens de pression :

- d'une part, *la pratique de la corruption*, qui ne peut laisser insensibles des caciques locaux - dont les sources traditionnelles de revenus se sont taries -, ainsi que des représentants (3) de l'administration - dont les rétributions occultes constituent un complément de salaire non négligeable et apprécié ;

- d'autre part, *l'usage de la violence*, qui constitue pour eux un moyen de protection lié à leur statut de marginaux et à leurs fonctions illégales ; la nécessité de se défendre à la fois contre des rivaux et contre les autorités officielles impose donc le recours à des formes de "distinction" basées sur la démonstration et l'utilisation ciblée (4) de leur armement ;

- et enfin, *leur capacité de mobilisation sociale*, qui s'exerce à travers leurs clientèles captives (paysans producteurs, bandes de jeunes passeurs, gardes du corps, commerçants dont les activités sont revitalisées par le blanchiment des profits illicites, familles entretenues par les salaires et bénéfices réalisés...) ; toute une base sociale trouve ainsi ses moyens de subsistance grâce à la redistribution et à la circulation d'une partie de l'argent de la drogue.

C'est ainsi que le système marginal basé sur les activités souterraines acquiert une légitimité sociale et se donne les moyens de la préserver dans le temps et sur l'espace conquis. Cela nécessite tout un travail de dosage pour, du côté des pouvoirs officiels comme de celui des maîtres du souterrain, circonscrire ces activités et ce commerce dans l'ordre de l'acceptable de part et d'autre. Cependant, certaines limites (mouvantes car liées aux conjonctures locale, nationale ou internationale) sont constamment franchies qui diffusent un climat de tension ainsi qu'une culture de la violence sur certaines parties du champ social qui deviennent alors des "zones d'incertitude" menaçant la stabilité du système et l'exercice prévisionnel du pouvoir. En période de crise aiguë, la violence peut alors être exacerbée de part et d'autre, les pouvoirs officiels utilisant les armes de la Loi et de la répression, tandis que les narcotrafiquants déchaînent leur violence contre les symboles du régime afin de déstabiliser le système.

(3) Il s'agit le plus souvent des fonctionnaires intermédiaires, car les fonctionnaires supérieurs sont mieux payés et disposent de sources plus honorables d'enrichissement illégal ; même si certains parmi ces derniers ne peuvent résister à la tentation de "diversifier" la rétribution en "faveur" de leurs services.

(4) Les attentats aveugles (comme par exemple la destruction de bâtiments publics) n'ont pas cours jusqu'à présent au Mexique, hormis l'explosion d'une voiture piégée en juin 1994 à Guadalajara, qui constitue un précédent révélateur d'un état de tension extrême pouvant déboucher sur une guerre ouverte si certaines négociations ne sont pas entamées.

Une telle crise s'est produite au Mexique lorsque le pouvoir d'État a décidé une guerre contre la drogue durant l'année 1993 ; il s'agissait alors de démontrer une légitimité internationale au voisin nord-américain dans la perspective de la signature d'un traité de libre commerce (ALENA), et de rechercher une légitimité nationale (par la lutte contre la corruption institutionnelle) en vue des élections présidentielles d'août 1994 (5).

L'ADAPTATION DES RENTIERS DE L'ANCIEN SYSTÈME

Les anciens responsables politiques se rendent bien compte que la perte de leur pouvoir de redistribution s'est accompagnée d'une déstructuration des modes traditionnels de régulation sociale et d'un vide politique qui remettent en cause le système dans son ensemble en favorisant l'accroissement des inégalités (consécutif au tarissement de la redistribution) et l'émergence de "potentats" locaux non encadrés.

Une bonne partie de la violence vient des rentiers de l'ancien système ; organisés en clans familiaux ou en clientèles sociales, ils ne veulent ni de la paix civile, ni de la démocratie qui supposent une certaine transparence en contradiction avec leurs intérêts. Mais les nouveaux rentiers libéraux, abrités derrière l'État qu'ils se sont accaparés, ne sont pas en reste ; ils peuvent défendre leurs acquis récents en s'appuyant sur toutes les institutions répressives encore actives : la justice, la police et l'armée (au besoin, ils auront recours à des milices privées pour compléter l'effort de l'État). Car l'enjeu reste bien le contrôle des populations ; cette base sociale, en même temps qu'elle la subit, relance la violence comme moyen de survie : dans ce cas, la délinquance apparaît comme une forme souterraine diffuse d'auto-répartition des richesses nationales.

Mais ce sont les anciens caciques locaux ainsi que les nouveaux acteurs du souterrain qui parviennent le mieux à capter la partie de la population exclue du système de production ; les premiers en utilisant leurs réseaux clientélistes constitués, et les seconds en recrutant, contre fortes rétributions et exercice de la violence – surtout auprès des jeunes générations, pour le trafic, et des couches paysannes paupérisées, pour la culture. Les deux clientèles ne sont cependant plus isolées et les anciens caciques locaux délivrent maintenant leur protection aux acteurs du souterrain ; ces derniers ont donc déplacé leurs enjeux de corruption. Alors que naguère, ils prélevaient leur "dîme" sur la remise des marchés publics, l'allocation des

(5) Telle pourrait être l'explication des deux attentats ciblés meurtriers qui ont visé, l'un (le 23 mai 1993) le cardinal de Guadalajara (ville qui est une place de repli, un lieu de blanchiment et un centre décisionnel des cartels de Tijuana et du Sinaloa), l'autre (le 23 mars 1994) le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la Présidence (il a été assassiné dans la ville de Tijuana, plaque tournante, côté Pacifique, du trafic de drogue vers les États-Unis en provenance de Colombie), ainsi que de l'enlèvement (le 14 mars 1994) d'un des plus riches industriels du Mexique ayant bénéficié des privatisations. En s'attaquant à des symboles du régime présidentiel (aux niveaux religieux, politique et économique) à un moment où le gouvernement mexicain (depuis le début de l'année 1993) avait entamé une guerre contre certains clans mexicains de narcotrafiants, ces actes criminels peuvent apparaître comme un signal d'appel à une trêve des combats et à une volonté de reprise en main ordonnée du commerce illégal en renouant les anciennes alliances (le clan de Tijuana avait bénéficié d'une clémence étonnante de la part des autorités pendant de nombreuses années, mais il a dû subir, ces derniers temps, les attaques constantes de la part du clan de Sinaloa, comme si les responsables de la sécurité nationale avaient attisé la violence de ce dernier clan pour démanteler celui de Tijuana).

subventions gouvernementales, l'attribution des crédits bancaires, la délivrance des permis de construire, les dérogations aux réglementations d'urbanisme, l'exemption des taxes douanières, bref en assurant une protection basée sur des réseaux qui reliaient les niveaux local et institutionnel, ils concentrent maintenant de plus en plus leur influence à servir de relais d'accroissement des rentes illégales, et de légitimation des activités souterraines. Ce faisant, les réseaux clientélistes traditionnels se retrouvent absorbés par les nouveaux réseaux illégaux qui disposent des moyens financiers de les asservir ; on assiste ainsi à une recomposition des hiérarchies qui fondent les pouvoirs locaux : les nouveaux acteurs illégaux deviennent des *acteurs pivot* alors que les anciens caciques sont rabaissés au statut d'*acteurs intermédiaires*.

À ce stade, la corruption traditionnelle qui s'était développée sur la base de systèmes culturels clientélistes et de systèmes politiques monopolistiques (qu'il s'agisse des systèmes de parti unique ou des systèmes à parti dominant sans partage, comme au Mexique) constitue un terreau favorable – dans un contexte de sous-développement chronique, de crise économique des systèmes rentiers protectionnistes et de perte de légitimité de la classe politique – à une récupération de tendance mafieuse des pouvoirs locaux. Les anciens réseaux étant mis à contribution, cette "perversion" du système peut alors s'insinuer à travers eux jusqu'à l'appareil d'État et "gangrener" les institutions officielles.

De plus, par l'intermédiaire du système d'actionnariat direct (6) une partie des bénéfices produit illégalement peut être recyclée localement dans le circuit économique et financier légal. Ces capitaux frais constituent une bouffée d'oxygène pour des entreprises qui ne peuvent investir avec le soutien des banques dont les taux d'intérêt sont prohibitifs (ils avoisinent les 30 %). Et dans ce cas-là également, les relations et les réseaux d'influence des caciques locaux seront mis à contribution pour effectuer le processus classique de "placement" (conversion des espèces), d'"empilage" (dissimulation des sources) et d'"intégration" (absorption dans les circuits légaux).

Quant aux caciques institutionnels (7) du système, ils s'adaptent également à l'apparition de l'industrie souterraine de la drogue en prélevant leur part à l'issue de négociations directes avec les *capos* ; en effet, aucun acte illégal d'envergure (comme la culture, le trafic de drogue et le blanchiment des bénéfices illicites) ne peut se faire sans leur assentiment du fait qu'ils disposent de tous les moyens d'information, de contrôle et de répression que le régime met à leur disposition. Leurs fonctions anciennes ou actuelles leur ont permis de roder, au profit de leurs clans familiaux ou de leur clientèles sociales, tous les circuits de recyclage illégaux à l'occasion de multiples opérations de fraude fiscale ou d'évasion de capitaux. Or les circuits sont les mêmes ; pour y accéder, il suffit d'user de méthodes de corruption qui sont elles-mêmes déjà rodées.

(6) Le système des *socios*, très répandu au Mexique, surtout pour les investissements dans le secteur des petites et moyennes entreprises (artisanales ou de service), et qui consiste en des prises de participation de gré à gré (soit directement, soit par l'intermédiaire de prête-noms ou de *fidéicomis*) dans le capital de ces entreprises, sans passer par les banques.

(7) Au Mexique, on distingue le cacique local, informel (ou "coyote"), du cacique de plus grande envergure (ou "tibijon", requin) protégé par son statut (ou son ex-fonction) de haut fonctionnaire, de membre du gouvernement, de grand entrepreneur ou d'allié direct de ces derniers.

C'est ainsi que la majeure partie des activités qui bénéficiaient naguère de subventions gouvernementales et qui continuent à prospérer aujourd'hui en l'absence de celles-ci – et avec le soutien d'entrepreneurs ou de personnes privées – est susceptible d'être alimentée par les bénéfices illégaux du trafic de drogue (par exemple l'industrie des loisirs, le sport en général et le football en particulier, l'élevage et l'agriculture, la micro-industrie artisanale, les secteurs de la construction, de la communication et les banques ou les bureaux de change privés, mais aussi les sections locales du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ainsi que diverses associations qui leur sont liées). C'est de cette manière que se constituent de nouvelles rentes d'origine illicite, sur la base de méthodes traditionnelles éprouvées (la corruption, le clientélisme, le caciquisme et le recours à la violence).

CONCLUSION

Les systèmes traditionnels de rente, comme les nouveaux systèmes libéraux – également rentiers puisqu'ils impliquent un transfert des bénéficiaires de la rente vers les entrepreneurs des grands groupes industriels – reposent tous deux sur une alliance avec les représentants de l'État dont le clientélisme, la pratique de la corruption et l'usage de la violence constituent les structures dynamiques. Cependant, d'un côté comme de l'autre, l'intervention de l'État ne s'effectue pas selon les règles d'un État de droit. Les pressions civiques et politiques qui réclament l'instauration d'une véritable démocratie semblent les seules susceptibles de rompre avec le modèle traditionnel d'exercice du pouvoir ; elles sont cependant débordées sur les marges par l'emprise de plus en plus grande qu'exercent l'économie souterraine et la culture de la violence qui lui est liée. La société mexicaine souffre actuellement d'un blocage entre ses différentes composantes, que l'exercice d'un pouvoir consensuel (8) ne semble plus en mesure de réconcilier.

Telle est la situation d'impasse politique que traverse actuellement la société mexicaine face au défi électoral, dernière possibilité pour l'État de retrouver une légitimité. En tout état de cause, certains retournements d'alliances sont à prévoir, qui engendreront l'éclatement du PRI et la fin du parti-État ; le verrou de la stabilité mexicaine que constitue un PRI fédérateur et garant d'une continuité de la stratégie de "tension contrôlée" risque donc de sauter, ouvrant ainsi sur une période de troubles sociaux – et donc d'autoritarisme accentué – au cours de laquelle les rivalités personnelles entre les élites pour la défense de leurs intérêts respectifs se transformeraient en conflits sociaux ouverts entre les différents groupes et réseaux de clientèles opposés.

(8) De ce point de vue, la contestation politique portant sur l'enjeu électoral, qui s'est développée au Mexique depuis 1986 et a débouché sur la prise du pouvoir par l'opposition libérale dans certains États du nord du Mexique, peut être interprétée de la même manière que la tolérance vis-à-vis des nouveaux pouvoirs locaux (ONG, sectes, narcotrafiquants) ; il s'agirait là également d'une stratégie de dérivation de la tension sociale par une délégation de pouvoir, afin de pacifier les rapports sociaux et de préserver ainsi le commerce lié aux anciennes et aux nouvelles rentes.

Une telle évolution du système signifierait donc qu'il n'existe pas de changement structurel entre le clientélisme traditionnel et le processus de dérive mafieuse de l'État, mais une continuité possible, génératrice d'une perversion potentielle du système.

Juillet 1994/janvier 1996

Jean RIVELOIS
ORSTOM, Paris

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- AGUAYO, S. & BAGLEY, B. M. 1990, *En busca de la seguridad perdida : aproximaciones a la seguridad nacional mexicana*, Mexico, Siglo XXI.
- AZIZ NASSIF, A. 1994, *Chihuahua : historia de una alternativa*, Mexico, Ediciones Amega.
- CAMP, R. AI 1992, *Generals in the Palace*, Oxford, Oxford University Press.
- COLLECTIF 1990, "Economía y política del narcotráfico", in P. A. LUPSHA (Ed.), *El tráfico de drogas : México y Colombia. Una perspectiva comparada*, Bogotá, Fondo Editorial CEREC.
- COLLECTIF 1989, "The Drug Connection in U.S.-Mexican Relations", in R. CRAIG, *US Narcotics Policy toward Mexico : Consequences for the Bilateral Relationship*, San Diego, University of California, Center for US Mexican Studies.
- GARCIA RAMIREZ, S. 1989, *Narcotráfico : un punto de vista mexicano*, Mexico, Porrúa.
- GONZALEZ, G. & TIENDA, M. (dir.) 1989, "México y Estados Unidos en la cadena internacional del narcotráfico", in M. RUIZ-CABANAS, *La oferta de drogas ilícitas hacia Estados Unidos : el papel fluctuante de México*, Mexico, FCE.
- HERNANDEZ, R. 1989, *Zorilla : el imperio del crimen*, Mexico (DF), Editorial Planeta.
- JOHNS, C. J. 1992, *Power, Ideology and the War on Drugs : Nothing Succeeds like Failure*, New York, Praeger.
- KINDELBERGER, C. P. 1987, "A Historical Perspective", in INSTITUTE FOR INTERNATIONAL ECONOMICS, *Capital Flight and Third World Debt*, Washington (DC), IIE.
- LUPSHA, P. A. 1992, "Drug Lords and Narco-Corruption : The Players Change but the Game Continues", ch. 7 in COLLECTIF, *War on Drugs : Studies in the Failure of US Narcotics Policy*, Boulder (Co), Westview Press, 1992.
- NADELMANN, E. A. 1993, *Cops across Borders : The Internationalization of US Criminal Law Enforcement*, University Park, the Pennsylvania State University Press.
- OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES 1994, *État des Drogues, Drogue des États*, Paris, Hachette/Pluriel.
- POPPA, T. E. 1990, *Drug Lord : The Life and Death of a Mexican Kingpin*, New York, Pharos Books.
- SAULOY, M. & LE BONIEC, Y. 1992, *À qui profite la cocaïne ?* Paris, Calmann-Lévy.
- SHANNON, E. 1988, *Desperados : Latin Drug Lords, US Lawmen and the War America Can't Win*, New York, Viking Press.
- TORRES, O. Noe 1988, *México y los Estados Unidos ante el Problema del Narcotráfico*, Mexico (DF), Centro latinoamericano de estudios estratégicos A.C.
- WALKER III, W. O. 1989, *Drug Control in the Americas*, Albuquerque, University of New Mexico Press.

Revues :

- CASTRO REA, J., DUCATENZEILER, G. & FAUCHER, P. 1990, "La tentacion populista : Argentina, Brasil, México y Peru", *Foro Internacional*, XXXI (2), Mexico.
- CHABAT, J. 1991, "Mexico's Foreign Policy in 1990 : Electoral Sovereignty and Integration with the United States", *Journal of the Institute of Interamerican Studies*, XXXIII (4), Miami, University of Miami.
- GONZALEZ, G. 1985, "El problema del narcotráfico en el contexto de la relación entre México y Estados Unidos", *Carta de Política Exterior Mexicana*, V (2-3), avril-septembre, Mexico, CIDE.
- LUPSHA, P. A. 1981, "Drug Trafficking : Mexico and Colombia in Comparative Perspective", *Journal of International Affairs*, 35.
- REUTER, P. & RONFELDT, D. 1992, "Quest for Integrity : the Mexican-US Drug Issue in the 1980's", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, XXXIV (3), Miami, University of Miami, Institute of Interamerican Studies.
- SALAZAR, L. S. 1987, "El narcotráfico en las relaciones interamericanas : una aproximación estructural", *Cuadernos de Nuestra América*, 4.

Rapports :

- ASTORGA A., L.A., s.d., *Entre goma, hierba, polvo, plata y plomo*, Mexico, IIS/UNAM.
- CHABAT, J. 1992, *Drug Trafficking in the US-Mexico Relationship : What You See Is What You Get*, 30 p., multigr.
- COCHET, H. 1990, *Cannabis et pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale (un exemple en Sierra Madre del Sur au Mexique)*, 17 p., multigr.
- DEPARTAMENTO DE ESTUDIOS DE NORTEAMERICA 1993, *Política comercial y antidrogas en la frontera sur de Estados Unidos*, Tijuana (Mex.), multigr.
- ORGANE INTERNATIONAL DE CONTROLE DES STUPÉFIANTS 1990 et 1991, *Rapports 1989 et 1990*, Vienne, multigr.
- PROCURADURIA GENERAL DE LA REPUBLICA 1992, *El control de drogas en México : Programa nacional 1989-1994 (Evaluación y seguimiento)*, Mexico, multigr.
- US DEPARTMENT OF STATE/BUREAU OF INTERNATIONAL NARCOTICS MATTERS, *International Narcotics Control Strategy Report*, Washington (DC), Department of State Publication, mars 1991, mars 1992, avril 1993, multigr.
- US DEPARTMENT OF STATE 1992, *Fact Sheet : US Economic, Military and Counter-Narcotics Program Assistance*, Washington (DC), mars 2, dispatch, multigr.
- US CONGRESS 1989, *US Narcotics Control Programs in Peru, Bolivia, Colombia and Mexico : An Update, House Report of a Staff Study Mission to Peru, Colombia and Mexico, November 19 to December 18, 1988 to the Committee on Foreign Affairs, 101st Congress, First Session*, Washington (DC), US Government Printing Office, multigr.
- US GENERAL ACCOUNTING OFFICE 1990, *Drug Control : How Drug-Consuming Nations are Organized for the War on Drugs*, GAO/ NSIAD-90-133, multigr.
- 1993, *Drug Control : Revised Drug Interdiction Approach is needed in Mexico*, GAO/NSIAD-93-152, multigr.
- VILLAR, S. I. DEL 1992, *La guerra contra las drogas de EU : los derechos humanos y la corrupción en México*, Mexico, El Colegio de México, décembre, 85 p., multigr.
- WHITE HOUSE, *National Drug Control Strategy*, Washington (DC), US Government Printing Office, septembre 1989, multigr.
- 1992, *National Drug Control Strategy : A Nation Responds to Drug Use*, US Government Printing Office, Washington (DC), janvier, multigr.
- 1993, *National Drug Control Strategy : Reclaiming our Communities from Drugs and Violence*, Washington (DC), US Government Printing Office, mars, multigr.
- HUMAN RIGHTS WATCH 1991, *World Report 1990*, New York, HRW, février, multigr.